

## GRÈVE À AIR ALGÉRIE

## Grande pagaille dans les aéroports

**La compagnie Air Algérie traverse une réelle zone de turbulences. Pour preuve, le subit arrêt de travail observé par les pilotes de ligne à l'appel du syndicat UGTA a paralysé hier durant toute la matinée le trafic aérien. Sur les 75 vols programmés à l'international, seuls dix ont été admis et traités.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Les événements s'accroissent au sein de la compagnie Air Algérie. Le limogeage de M. Abdou Bouderbala, son remplacement par M. Bakhouch Allèche, les dernières décisions prises par ce dernier qualifiées «d'arbitraires» et «d'unilatérales» ou encore les propos «menaçants» proférés par le ministre des Transports à l'adresse des cadres de la compagnie à l'occasion de son intervention sur une chaîne de télévision ont suscité une levée de boucliers des travailleurs et de leurs représentants syndicaux.

Première réaction : A l'appel du syndicat des pilotes de ligne affilié à l'UGTA, une grève surprise a plongé hier durant toute la journée la compagnie Air Algérie dans une

crise totale. L'arrêt de travail en question a provoqué une paralysie totale du trafic aérien clouant au sol la quasi-totalité des avions de la compagnie. Ainsi, sur les 75 vols programmés pour ce mercredi, seulement une dizaine a été autorisée conformément aux dispositions réglementaires, portant assurance du service minimum.

A l'origine de la colère des pilotes de ligne d'Air Algérie, les dernières décisions prises par le nouveau patron de l'entreprise, soit le directeur général par intérim et portant «changement à la tête de plusieurs directions de la compagnie, dont les directions des opérations aériennes et de l'exploitation». Selon le secrétaire général du syndicat d'entreprise des pilotes de ligne, M. Dabbagh Firas,



Air Algérie fait face à de grands problèmes d'organisation.

«les décisions de mises à l'écart de quatre dirigeants en charge des directions des opérations aériennes et de l'exploitation ont eu lieu dans un contexte de précipitation». En d'autres termes et à en croire notre source, le successeur de M. Bouderbala à la tête de la compagnie «s'est précipité dans la prise de décision, alors qu'il n'est qu'à titre intérimaire». «Air Algérie est une entreprise lourde

et qui nécessite de la réflexion, du recul et de la pondération lors de la prise de décision».

Pour rappel, lors de sa dernière sortie médiatique, le ministre des Transports avait tenu un discours critique à l'égard des cadres gestionnaires de la compagnie. Ainsi, il avait dit que «l'entreprise se porte mal sur le plan financier». «Le nouveau directeur général par intérim doit rendre la gestion d'Air

Algérie transparente. Tout doit être visible, pas uniquement les comptes, pour que cette entreprise historique reprenne son droit chemin et son développement», avait déclaré le ministre lors de l'installation du nouveau directeur général par intérim de cette compagnie aérienne, Bakhouch Allèche.

Selon Talai, Air Algérie n'a pas de problèmes externes, ni de problèmes de marché ou de son environnement, et «c'est l'essentiel pour une compagnie aérienne». Néanmoins, a-t-il relevé, la compagnie fait face à de grands problèmes d'organisation : «Il y a des cadres de très bon niveau à l'intérieur de cette entreprise, de bons pilotes, de bons techniciens et mécaniciens mais, au niveau du management, il n'y a pas d'équipe.»

Cela dit, la suspension de la grève n'a eu lieu, que suite à l'intervention du secrétaire général de l'UGTA, après l'échec de celle initiée par le ministre des Transports.

A. B.

## CONFÉRENCE DE PRESSE DE LOUISA HANOUNE :

## «Les ministres candidats doivent se mettre en congé»

**Louisa Hanoune a décidé de trancher avec les traditionnelles pratiques politiques électoralistes en appelant à la «conscience, la raison et le patriotisme des Algériens» afin de faire barrage aux manœuvres destinées à plonger le pays dans le chaos.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)** - L'Algérie, dit-elle, est à la croisée des chemins et le prochain scrutin déterminera l'option dans laquelle s'engagera le pays : celle d'une rupture avec les méthodes annonciatrices d'un schéma sombre pour l'avenir, ou celle d'une avancée insufflant l'optimisme.

Difficile cependant de pronostiquer sur cet avenir proche et encore moins de prédire «ce qui se déroulera le 4 mai». Il y a seulement un constat, «celui que nous faisons quotidiennement et qui effraie au plus haut point».

Ce constat est celui d'une Algérie livrée à des contradictions intenses, des situations opaques où s'entrechoquent luttes d'intérêt et lobbying de «groupes de prédateurs prêts à tout pour arriver à leur fin».

«Le mélange de l'argent et la politique», cocktail explosif qui a fait ses preuves à travers les pays où il a été pratiqué, en est un exemple probant. «On en voit les fruits chez nous aussi.» L'exemple est tout récent, celui des «listes portant des signatures achetées à prix fort par des partis au pouvoir. L'administration et la justice se sont saisies de ces affaires, laissons-les faire, nous saurons en temps voulu ce qu'il en sortira».

«Quant à ces affairistes, et je n'ai pas besoin de les citer, ils sont connus de tous, ils ne sont mus que par un seul objectif, celui d'arracher une immunité parlementaire qui veut dire impunité pour eux. Ceux-là constituent une réelle menace pour le pays.

Quant aux partis, ceux qui se distinguent par des pratiques frauduleuses sous couvert de soutien au programme du président de la République, ils ne parviendront à rien d'autre qu'au maintien du

statu quo.» La conférencière rappelle que des dispositions ont été prises par les secteurs concernés pour tenter de rétablir la situation, «mais il y a trop d'interférences, dans toutes les institutions, il existe deux courants. D'un côté, l'aile patriotique qui tente coûte que coûte de sauver la baraque, et d'un autre, l'aile dévastatrice, celle des prédateurs engagés dans la politique de la terre brûlée».

«Ce qui se passe n'est pas bon, la situation est même très grave, mais à côté, on observe une réaction extraordinaire d'une société décidée à ne pas se laisser faire. Nous le voyons quotidiennement avec ces grèves et tous ces mouvements de protestation». Pour toutes ces raisons, Louisa Hanoune appelle les Algériens à réagir et à saisir l'op-

portunité de ces élections pour tout changer, «pour faire barrage au chaos et dire non à tous ces prédateurs, ces affairistes, ces courtisans du pouvoir en donnant leur voix à ceux qui se battent sur le terrain pour changer les choses.

Les Algériens meurent, se suicident, brûlent des pneus pour faire valoir leurs droits. Pourquoi ne pas saisir cette occasion pour arracher les droits réclamés. L'abstention servira uniquement ces prédateurs».

Invitée à s'exprimer au sujet des ministres candidats, Louisa Hanoune a réagi en estimant que ces derniers devraient en principe se mettre en congé dès mercredi (hier) à minuit afin d'éviter toute confusion et se soumettre à l'obligation de ne pas utiliser les moyens de l'Etat pour leur campagne électorale. «Malheureusement, poursuit-elle, certains d'entre eux ont déjà commencé à le faire».

Inévitablement, la conférencière a été également invitée à com-



Louisa Hanoune, SG du PT.

menter les rumeurs en cours autour de l'état de santé du Président Bouteflika.

«Le manque de communication, dit-elle, fait le lit de toutes ces rumeurs. Et quand il y a opacité, cela génère un climat de grande suffocation. Il est vrai qu'à l'occasion du report de la visite de

Merkel à Alger, nous avons eu droit à un communiqué laissant penser que nous allions nous diriger vers une nouvelle ère. Je pense cependant que les pires rumeurs ne sont pas fondées et qu'il y aura clarification dans quelques jours.»

A. C.

## SECTE DES AHMADIS EN ALGÉRIE

## Les dangers d'une mutation en minorité religieuse

**Des spécialistes des groupes islamistes mettent le doigt sur le véritable danger pour l'Algérie que présentent les partisans de la secte de l'Ahmadiisme dans le pays, celui que cette secte mue en «minorité religieuse».**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Pour Youcef Méchria, expert international des groupes religieux, qui s'exprimait, hier mercredi, dans le cadre du forum du quotidien *El Mihwar*, c'est que ces sectes «dépassent un certain nombre de partisans et se hissent au stade de minorités religieuses». Avec le «risque majeur» qu'elles bénéficient du principe de «protection des minorités» que brandissent bien des organisations internationales et des Etats qui l'utiliseront comme «levier de pression» à même de déteindre sur la «sécurité et la stabilité» du pays. Pour le conférencier qui tenait à préciser que les adeptes de cette secte sont des «paci-

fistes» puisqu'ils «ne vont pas à l'acte violent», tout un effort «pédagogique» doit être mené pour les démystifier. A plus forte raison, reconnaît-il, l'Algérien «n'est pas habitué à un discours religieux en arabe autre que celui musulman, lui qui en assiste à une avalanche à travers les nombreuses chaînes de télévision et la toile et de toutes les religions».

Une unicité consacrée, par ailleurs, dans la toute première loi du pays, la Constitution, qui stipule dans son article 2 que l'islam est la religion de l'Etat avec une unique référence, celle sunnite et malékite.

Tenant, par ailleurs, à préciser que les interpellations opérées ces derniers temps parmi les partisans de cette secte à travers nombre de wilayas du pays ont comme mobiles la «collecte illégale de fonds et illégalité d'une pratique religieuse». Adda Fellahi, ancien député et ex-chargé de la communication au sein du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, préconise la mise sur pied d'un comité mixte entre

le département dirigé par Mohamed Aïssa et le Haut Conseil islamique (HCI), pour traiter dans le fond ce dossier et, au besoin, aboutir à une fatwa purement «locale».

Il a, dans la foulée, averti du risque que l'autre courant, celui des salafistes, «ennemis jurés des Ahmadis qui les ont proclamés impies», ne profite de ce «zoom» et de cette «focalisation» sur ces derniers pour se remettre sur selle, eux, qui, a-t-il lâché, «ont la mainmise sur nombre de mosquées, de centres de formation des imams, voire au sein même du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et projettent même d'infiltrer les corps de sécurité».

Autre démarche préconisée par celui qui se dit être «victime» des salafistes, une «bataille sur le plan des idées» à mener pour combattre et ces derniers et les partisans de la secte des Ahmadis, regrettant que la démarche sécuritaire ne soit pas «égale» à l'encontre des deux.

M. K.